



Brésil dossier

- Le deuxième mandat de Lula
- L'hégémonie à l'envers
- La longue marche du MST
- A luta continua
- Lettre ouverte au PT



Le deuxième mandat de Lula

Par Georges Le Bel *

Univers irréel

Le nouveau mandat du président brésilien a été assuré par une éclatante victoire de Lula lors du deuxième tour des élections présidentielles en octobre 2006. Près de 60 millions de Brésiliens ont voté très majoritairement pour le chef historique du Parti des travailleurs (PT).

Les élections de 2006

- La politique brésilienne s'articule au niveau présidentiel autour de grandes coalitions qui ont tendance à s'organiser autour de grands pôles, celui du PT et de ses alliés du Frente Popular d'une part, et celui du PSDP et de ses alliés de centre et de droite d'autre part.
- Lors du premier tour des élections présidentielles en octobre dernier, la gauche a obtenu 48%, en perdant une partie significative de son électorat traditionnel au profit des dissidents du PT, le P-SOL (6,8% des votes). La droite pour sa part et son candidat Alkmim ont obtenu 41,64%. Cette non-victoire au premier tour a été interprétée par tous, y compris par les militants du PT, comme un camouflet de l'électorat contre Lula.
- Les choses se sont rétablies lors du second tour. Lula a obtenu 60,83% des votes. Au niveau des États, 16 gouverneurs sur 27 lui sont acquis. Il pourrait constituer une majorité simple à la Chambre des 513 députés (avec l'appui opportuniste du PMDB). Mais seulement 40 sénateurs sur 81 penchent de son côté alors que la majorité reste dans l'opposition avec le PSDB, ainsi qu'avec le parti traditionnel de la droite, le PFL.

Depuis, le Brésil vit un grand débat national. La droite et le milieu des affaires mettent en garde la population contre une possible «dérive populiste» tout en exigeant la continuation de la politique économique de rigueur qui a assuré tout au long du premier mandat leur enrichissement. Les secteurs populaires et la gauche pour leur part demandent un recentrage de l'État vers ses objectifs sociaux en se demandant parfois si et jusqu'à quand ils vont continuer d'appuyer le Président. Entre-temps mais comme toujours, les médias brésiliens qui professent allègrement la pensée unique (de droite) continuent la campagne qu'ils ont déclenchée en 2002 contre Lula et le PT.

Ce qui est frappant au Brésil actuellement est le fait que les vainqueurs s'excusent d'avoir gagné pendant que les vaincus plastronnent effrontément. Comment expliquer cette aberration ? On oublie parfois de comprendre les complexités de l'univers politique brésilien. Le mandat présidentiel de Lula lui donne une grande marge de manœuvre, mais le Président ne gouverne pas seul. Le Congrès reste dominé par la droite et le centre qui sont structurés autour de grands partis, notamment le PSDB qui est devenu le centre de gravité des secteurs conservateurs. Parallèlement prolifère une galaxie de petits partis qui sont souvent des «boutiques» avec lesquelles il faut marchander la législation, entre autres par la distribution de postes. Ces pratiques peu reluisantes qu'animait de main de maître l'ancien président de droite Fernando Cardoso ont mené Lula en eaux troubles lors du premier mandat. Les médias férolement anti Lula en ont fait des choux gras en éclaboussant l'équipe de Lula

qui se promenait avec des valises pleines de cash pour sécuriser des votes. Mais la triste réalité est que le président devait pour faire adopter ses politiques littéralement «acheter» les votes de parlementaires corrompus et inamovibles et qui disposent de privilégiés exorbitants.¹

Les dilemmes à venir

Entre-temps aux premiers jours du second mandat, Lula a promis de porter la croissance annuelle à un taux de 5% (elle n'a pas dépassé 3% depuis 2002).² C'est ambitieux, mais peut-être réalisable, selon la plupart des analystes. La droite et les médias ne le disent pas, mais c'est Lula qui a sorti le Brésil de la crise où l'avait enfoncé Cardoso avec sa dette énorme. L'économie brésilienne s'est remise à fonctionner et les fortes augmentations des exportations ont permis pour la première fois depuis longtemps de produire un solde extérieur positif.

Les exportations sont devenues le facteur de croissance important (en milliards de dollars US\$)

	Exportations	Importations	Solde commercial
2000	55	56	- 0,7
2001	58,2	55,6	2,6
2002	60,4	47,4	13
2003	73,1	48,3	23,8
2004	96,5	62,8	33,6
2005	118	73,55	44,75
2006	135	88	47

Source : Conjuntura econômica déc.06, p. XVI, publiée par la Fundação Gentilio Vargas.

D'ailleurs les détenteurs de capitaux constatent que les affaires ont été bonnes ces dernières années.³ Comment maintenir cette stabilité tout en réinvestissant dans le social ?

La situation économique : une expansion sous contrainte

	2004	2005	2006	2007
Croissance du PIB en %	4,9%	2,3%	2,7%	3,4%
Taux d'intérêts	8%	12,7%	11,6%	7,9%
Taux d'inflation	7,6%	5,69%	3,2%	4%
Solde commercial	33,7	44,7	45,5	43 ⁴
Dette publique	51,7%	51,55	50,6%	49,5% ⁵

Source : Confederação nacional da industria CNI

C'est la principale question bien sûr. Lula promet de nouvelles mesures, le «pacote»⁶ afin d'assurer d'une part, une plus grande croissance économique et d'autre part, plus de redistribution : «Acelerar, crescer e incluir». Certes, le projet de rendre un peu plus solvable la demande de consommation de près de 12 millions de familles (bolsa familia) constitue un puissant moyen de relancer la petite production locale et de favoriser par les coopé-

ratives, la croissance économique par la base, de créer des emplois locaux, de renforcer une autonomie économique naissante pour plusieurs, de susciter à terme un nouvel essor économique. Mais le Brésil est impatient, le moyen trop lent, le terme trop long. Des investissements importants (\$300 milliards de dollars sur quatre ans) ont été annoncés dans les infrastructures, l'éducation et la santé. Des coupures drastiques dans les coûts d'opération de l'État qui sont passés de 30 à 38% du PIB nécessiteraient un réaménagement de la fonction publique et de la gestion de son système de retraite. Une aide à l'accession de la propriété est aussi organisée. Lula avait promis 10 millions d'emplois : en quatre ans, 5 millions d'emplois formels ont été créés et 4,5 millions d'informels. Les mouvements sociaux s'interrogent : peut-on se distancer de Lula sans risquer ce qui a été rejeté par les électeurs, soit le retour à une gestion de droite qui n'a de cesse que de détruire l'État, de privatiser ses moyens et d'ignorer les exclus ?

Le monde rural : un portrait contrasté

- Le modèle économique actuel qui repose sur les exportations de l'agrobusiness transnational extensif reprendrait le modèle historique du café (première République 1880-1930) éventuellement incompatible avec l'agriculture familiale et locale. L'analogie caffière oublie que même si l'agriculture représente encore 30% du PIB, il existe aussi des secteurs productifs de pointe : aéronautique, pharmacie, pétroles et gaz, automobile, acier et capital financier.
- Se pose ici la question classique de la génération de la rente qui repose sur le différentiel de productivité entre ces deux modèles, complémentaires seulement si l'ampleur de l'économie crée des marchés sectoriels, des niches économiques. À terme, c'est évidemment l'agrobusiness qui profite. Contrairement à l'agriculture familiale, cette industrie a triplé (1950-2000) sa productivité en augmentant de seulement 10% les surfaces utilisées.) L'agrobusiness représente 40% des exportations et occupe 10 % (440 000) des exploitations (440 000) agricoles du pays, mais 80% des terres exploitées. 144 000 exploitations ont plus de 500 hectares. L'agriculture familiale fournit 80% de l'emploi rural et 33% du PIB agricole, mais assure l'essentiel des produits de base d'une population urbaine à 80%. En 2004, l'excédent agricole était de 34 milliards; sans lui, la balance commerciale n'eut été qu'équilibrée et ce commerce est en croissance. Mais des infrastructures déficientes font qu'un exportateur brésilien dépense en transport en moyenne 50 dollars la tonne de soja produit (parfois jusqu'à plus de 1800 km de la mer) alors que l'Argentin ou l'Étatsunien en dépensent 15 dollars. Mais le coût environnemental et social de ce développement est énorme.
- L'agriculture s'est transformée depuis dix ans, avec la culture extensive sur des milliers d'hectares, avec une mécanisation poussée, une recherche agronomique publique efficiente, l'utilisation massive d'engrais et de plantations OGM, une main-d'œuvre peu coûteuse, le faible prix et la disponibilité des terres (des dizaines de millions d'hectares exploitables au seul Mato Grosso selon la CNUCED) et les dévaluations successives, tout contribue au boom des exportations. Même si 1% des plus riches possèdent 45% des surfaces exploitées, Lula n'a pas tué la poule aux œufs d'or, mais l'a 'survoltée' aux OGM. Les sans-terres mécontents des lenteurs de la politique de distribution des terres qui est loin d'avoir rencontré l'objectif de 430 000 familles installées sur des parcelles en quatre ans, ont cependant réduit leurs invasions/occupations de terres pendant la période électorale, craignant sans doute un sort pire si Lula était défait. Les invasions ont repris dès janvier.

Depuis l'élection, de dures négociations sont en cours pour constituer au Congrès la majorité parlementaire qui permettra d'endosser ce programme. À côté des ambitions économiques, la priorité du Président est d'enclencher une vaste réforme institutionnelle. On parle notamment de briser l'éparpillement concussionnaire des partis pour obtenir des majorités de gouvernement stables et efficaces. Un peu avant la dissolution du précédent gouvernement, le principal conseiller de Lula, Marco Aurelio Garcia (il était le président du parti après les turbulences de l'automne dernier durant lesquelles les principaux cadres du PT ont dû démissionner) a réuni les responsables des partis à l'Assemblée. Il les a informés que le Gouvernement entendait engager la réforme des rapports du législatif et de l'exécutif, des lois électorales et de la gestion du rapport démocratique des élus à leurs électeurs, qu'il était ouvert à toutes suggestions, qu'il attendait des propositions concrètes et que le prochain bloc législatif de gouvernement serait soudé par un engagement à appuyer le projet de réforme institutionnelle qui en résulterait.

Des changements en profondeur

Les élections de 2006 constituent un changement profond qui pourrait restructurer l'espace politique et social brésilien d'une manière qui dépasse la simple alternance. Car pour plusieurs, 2006 représente l'irruption du peuple dans le paysage politique, un peuple que l'ancien président Cardoso dénigrait comme une «bande de péquenots» qui avait la «chance» d'être gouvernée par une «élite mondialisée». Plus qu'en 2002, les élections ont en effet transformé un univers hiérarchique et élitaire en une démocratie nouvelle où le peuple a eu une voix pour la première fois depuis très longtemps.⁷ Les classes populaires ont très clairement manifesté leur appui au programme de transformation. Mêmes les classes moyennes, la petite bourgeoisie, qui avaient décidé au premier tour de donner une leçon à Lula, ont vite changé d'idée au deuxième tour quand elles ont compris à quelle sauce la droite les mangerait. C'est probablement ce que Lula a voulu signifier lorsqu'il a dit que son Gouvernement n'était pas populiste, mais populaire, puisqu'il avait su rassembler autour de lui près des deux tiers des électeurs. Comme légitimité démocratique, on peut difficilement faire mieux lors d'une élection où personne n'a vraiment parlé de fraude électorale.⁸

C'est bien là dans ce peuple que les véritables transformations sont en cours, à l'abri du regard des médias hostiles. Bien sûr, il y a cet immense et inquiétant surgissement des églises fondamentalistes qui, par ailleurs, appuient Lula et lui fournissent plusieurs de ses meilleurs fonctionnaires et ministres. Mais il y a plus. Partout et à tout moment, naissent des comités de citoyens, groupes d'appui, comités de solidarité, qui sur les sujets les plus divers, s'opposent aux décisions que les élus locaux avaient l'habitude de prendre sans vergogne. On a pu constater qu'à côté de ces centres d'excellence que sont les grandes et célèbres universités publiques, il y a ce foisonnement d'initiatives de recherche-actions qui se développent dans les universités étatiques, qui se mettent au service des initiatives locales, instruisent et forment les intervenants, les outillent pour les rendre capables d'autonomie et de participation. Cette dynamique nouvelle qui allie l'économie solidaire au contrôle politique par la participation est de loin le phénomène le plus intéressant et peut-être le plus fondamental initié par l'arrivée de Lula au pouvoir.

Le peuple prend goût au pouvoir

Ce phénomène ne résulte pas d'abord de politiques publiques et n'est pas organisé par le Gouvernement, mais résulte de la compréhension qu'a le peuple du changement apporté par l'arrivée de la gauche au pouvoir. Même si Lula se défend d'être de gauche,⁹ le mythe du président travailleur agit et son élection nourrit dans le peuple l'idée qu'il a maintenant un rôle politique nouveau à jouer.

L'éénigme Lula

- La droite reproche à Lula une personnalisation du pouvoir, qui le verrait tout entier consacré à l'édification de son propre mythe comme on l'avait vu à l'époque de Gentilho VARGAS dans les années 1950.
- Lula n'est certes pas réactionnaire, même s'il conduit une politique pragmatique qui se moule aux circonstances et tient des discours qualifiés de «caméléonisme»¹⁰, cette faculté d'adopter la couleur politique de ses auditeurs et de leur dire ce qu'ils veulent entendre. Sur le fond, il appert que Lula n'est pas un révolutionnaire, mais un conciliateur toujours prêt au compromis qui s'est construit dans la confrontation, mais aussi dans la négociation. Il craint la rupture et les choix difficiles, consulte beaucoup et décide lentement. Son gouvernement de coalition l'oblige à gouverner à vue, selon une direction et un plan de basse amplitude.
- Ce qui l'amène à déclarer, «Je ne suis pas l'homme d'un groupe, d'un parti, mais d'une cause, celle du Brésil.»



Antonio Scorza/AFP/Getty Images

NOTES

- 1 Le salaire de référence d'un député est de 16 000 dollars par mois, et ce dans un pays où le salaire minimum est de \$350 dollars par mois. Les députés viennent d'ailleurs de se voter une augmentation de 91% !
- 2 Le Canada, qui a un PIB équivalent à celui du Brésil, se considère en ce moment en période économique faste avec un taux de croissance inférieur à 2,6%. Il s'agit de choisir à qui l'on compare le Brésil qui a cru en moyenne de 2,7% hors inflation, entre 1994 et 2006 et non de 5,3% comme les pays dits émergents comme la Chine, la Russie ou l'Inde. Le Brésil a égalé la croissance des pays membres du G-8 même s'il était étranglé il y a peu par la spéculation, le remboursement de la dette et les conditionnalités du FMI.
- 3 La croissance des valeurs boursières, évaluée annuellement à 20%, est phénoménale. Le rendement des placements financiers auraient cru de 15% en 2006 (10% en Chine).
- 4 En milliards de dollars US\$.
- 5 En pourcentage du PIB.
- 6 Programa de aceleraçāo do crescimento (PAC).
- 7 L'introduction de l'élection au suffrage direct ne date que de 1994 et les trois scrutins directs (1994, 1998, 2002) se sont ressentis des habitudes clientélistes et élitistes du passé. C'est seulement en 2006 qu'on a l'impression de voir soudain surgir le peuple par-delà les élites comme acteur politique direct, dont la défaite des caciques du clientélisme Magalhães à Bahia et les Sarney à Maranhō est la plus magistrale démonstration que la page du livre ouvert avec l'instauration d'une république censitaire par les grands propriétaires au XIX^e siècle est maintenant tournée.
- 8 Sur un budget de campagne de plusieurs millions, le PT, n'est accusé que d'avoir accepté un don de dix mille reales d'un entrepreneur dont une filiale avait obtenu des sous-contrats de l'État, ce qui est illégal et justifierait que le PT ne pourrait toucher pendant un an les sommes que la loi électorale destine à chacun des partis qui a reçu plus de 5% d'appui lors de l'élection. Le fils de Lula (Lulinho) est accusé d'avoir obtenu du PT un contrat de publicité pour la campagne, et le Vice-président Alencar aurait reçu un contrat pour imprimer quelques millions de chemisettes de campagne. À ce niveau de détail, l'élection est sauve.
- 9 Il a prétendu qu'être de gauche est une étape de la jeunesse qui se transforme en problème en vieillissant : « Se você conhece uma pessoa muita idosa que seja de esquerda, é porque ela está com problemas. » 'Sou de esquerda com muita honra'.
- 10 « A frase é tipica do 'ameleonismo' do presidente, que diz o que cada plateia quer ouvir, mas e un sinal de indigencia cultural » Francisco de Oliveira, sociologue, 73 ans, fondateur dissident du PT.

Dans le Brésil du deuxième mandat de Lula, on ne parle plus beaucoup de résistance, mais de ré-existence d'un peuple parti à la conquête de son autonomie. C'est là que se situe l'espoir d'un changement réel et profond de la réalité politique du Brésil. Certains au Gouvernement l'ont compris, une cellule de la présidence y est consacrée et tâtonne dans sa volonté d'accompagner le mouvement populaire tout en respectant son autonomie. Mais c'est à la base, dans les communes, les quartiers et les villes que l'essentiel se passe et que le changement semble en marche. C'est-là aussi que peut se jouer une réelle solidarité de peuple à peuple, si nous réussissons à accompagner ce mouvement, à apprendre de lui et lui apporter si possible le soutien de notre expérience spécifique.

* **Georges Le Bel** enseigne le droit à l'Université du Québec à Montréal. Il était récemment au Brésil à l'invitation du Sommet des peuples du Mercosur à Brasilia en décembre dernier.

L'hégémonie à l'envers

La réélection de Luiz Inacio da Silva en octobre 2006 nous permet de relire le paysage politique du Brésil sous l'égide du Parti des travailleurs (PT). La vague de dérégulations, de privatisations et de restructurations sous le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso dans les années 1990, et avec cette vague, la dissolution de la classe ouvrière industrielle créée durant l'époque développementiste, a déchiré les rapports existants entre l'économie et la politique, entre les classes et leurs représentations. Le résultat est une période d'indétermination qui a aussi été le contexte de la victoire de Lula aux élections présidentielles de 2002. Depuis, une nouvelle combinaison de néopopulisme et d'étatisation du PT renforce les politiques néolibérales, ainsi que la corruption du gouvernement. D'où un nouveau régime de classe au Brésil que l'on peut appeler «l'hégémonie à l'envers.

*Par Francisco de Oliveira **

D'abord, regardons les élections de 2006. Bien que le vote soit obligatoire au Brésil, 23% des électeurs se sont abstenus. 8% des scrutins étaient blancs ou annulés. Donc 31% des électeurs étaient ou bien inintéressés ou bien ne voulaient voter pour aucun des candidats. C'est dans l'histoire contemporaine du Brésil le plus haut niveau d'indifférence. Lors des élections, la réalité de ce désengagement était évidente. Aucune excitation. Aucune bannière du PT ni daucun autre parti. La majorité des électeurs ont fait leur devoir civique, puis se sont précipités vers la plage.

Il faut rappeler également que les résultats lors du premier tour de scrutin en octobre ont donné la frousse à Lula. En dépit du scandale de corruption qui avait affecté son parti depuis deux ans, le Président s'attendait à gagner haut la main. Sa campagne était nonchalante, Lula refusant même de débattre avec les autres candidats. Lula finalement a eu 48,6% des votes, contre 41,6% pour son adversaire Geraldo Alckmin du PSD. Durant cette campagne, Lula s'était distancié du PT. Plus tard en voyant ses chances diminuer, Lula et ses avisés visiblement secoués ont demandé au PT et à la gauche de se mobiliser. L'argument était qu'Alckmin allait redémarrer le programme de privatisation si amèrement combattu pendant le règne de Fernando Henrique Cardoso.

Pourtant, Alckmin était l'adversaire parfait pour Lula. Il est peu connu en dehors de São Paulo. Son visage d'oligarque et sa réputation d'un paulista sont de sérieux handicaps. Il n'a pas de message et passe très mal à la télévision. Pourquoi donc a-t-il

obtenu tant de votes lors du premier tour ? Et pourquoi aussi a-t-il perdu deux millions d'électeurs lors du second tour le 29 octobre ? L'explication couramment acceptée est que le score de 61% de Lula au second tour a joué sur l'influence de programme «Bolsa Família», le programme d'aide sociale mis en place par Cardoso mais élargi sous Lula. La région pauvre du Nordeste qui reçoit la plus grande proportion de ces paiements a voté à 70% pour Lula. Après sa réélection, Lula s'est plaint de l'opposition des privilégiés, en affirmant que les banquiers n'avaient jamais gagné autant d'argent que sous son gouvernement ! Il a conclu en affirmant que l'élection était la victoire de ceux d'en bas et cette interprétation a été reprise par la presse étrangère, à l'effet que le pays était divisé entre pauvres et entre riches et que les pauvres avaient gagné. Mais cela n'explique pas le vote pour Alckmin au premier tour. On ne peut pas imaginer que 40% des Brésiliens sont riches !

Lors des élections dans les États en octobre, l'équipe Lula a marqué des points à Maranhão et Bahia où des caciques inamovibles ont été vaincus. Le PT dispose maintenant de quatre gouverneurs (l'État de Bahia est le seul réellement important). Le plus souvent, la campagne du PT s'est faite par le biais d'alliances et de coalitions hétérogènes, avec des partis aux idéologies différentes et des personnalités qui n'ont pas hésité à trahir leur propre parti. Par exemple le gouverneur de Matto Grosso, qui est membre du Parti populaire socialiste (PPS) (l'ancien parti communiste) est aussi le plus important producteur de soya de la région. Il a appuyé Lula même si son parti appuyait Alckmin aux élections présidentielles. Pour plusieurs, cette politique ressemble à un retour à l'ancienne culture politique où les partis représentent peu et où le pouvoir tourne autour de personnalités. C'est contradictoire puisque, durant la période qu'on peut définir comme l'âge de l'invention politique au Brésil (les années 1970-80), la création du PT avait établi la valeur et l'efficacité des partis de masse dans le champ de forces national. Il se peut que cette période soit en train de s'achever.

Les résultats aux élections du Congrès sont également mitigés. Au Sénat, le parti de droite PFL, vaincu à Bahia et Maranhão, demeure le plus important. À la chambre des députés, le PMDB a le plus grand nombre de sièges. Anciennement parti parapluie de l'opposition à la dictature militaire entre 1964 et 1984, ce parti est dominé par des caciques régionaux, sans aucune unité programmatique. Sans candidat aux présidentielles, le PMDB n'était allié ni au PT ni au PSD. Fait à noter, le PT qui constitue le deuxième groupe en importance à la Chambre a perdu des sièges, et ce pour la première fois dans son histoire. Résultat de tout cela, Lula négocie un accord avec le PMDB, et ainsi de pouvoir compter sur une majorité de députés. Mais le coût de ces engagements est très élevé. La composition du cabinet, voire la direction de plusieurs institutions fédérales, en est affectée.

Pendant quelques semaines en octobre, il a semblé que la gauche avait repris de la force. Plusieurs personnes, y compris celui qui écrit ces lignes, ont voté Lula au second tour avec cet espoir, en tenant compte de l'importance du vote pour Helena et de la tradition populaire s'exprimant derrière la candidature de Lula.

Mais cette illusion a été rapidement détruite. Des proches de Lula comme Tarso Genro (ex-ministre des relations institutionnelles) et Dilma Rousseff (chef de cabinet de Lula) ont exprimé tout haut leur espoir de changement, mais ils ont été rappelés à l'ordre par le Président. Lula réaffirme la continuité dans la politique économique. Il confirme Henrique Meirelles à la tête de la Banque centrale. Il défend le bilan de son ancien ministre des finances Antonio Palocci. Devant cela, l'opinion est hésitante. Personne ne s'attend à de changements significatifs dans la politique du gouvernement. Le programme «Bolsa familia» sera renforcé. Le grand projet de détournement de la rivière São Fernando sera réorienté en fonction des besoins en eau aux États du Nordeste. Il y aura sans doute des mises en chantiers de projets d'infrastructures. Mais cela n'ira pas plus loin.

L'âge de l'indétermination

Une nouvelle formation sociale brésilienne émerge de ce paysage. Il relève d'une véritable mutation de l'économie industrialisée semi-péphérique, qui se restructure sous la pression de la globalisation capitaliste, des privatisations et de la révolution dite technologique (moléculaire-digitale). Une sorte d'animal hybride, moitié mammifère, moitié oiseau, en résulte.¹ C'est une «créature» qui combine la dépendance externe avec le travail précaire. Qui fusionne l'accumulation tronçonnée avec un ordre social très inégal. Et qui s'appuie sur une nouvelle classe sociale se définissant par son accès et son contrôle de fonds publics. Une partie de cette classe est composée de la strate supérieure des leaders ouvriers dont certains ont monté à travers le mouvement syndical autonome durant les années 1970 et 1980. Bien que ce mouvement ait été très affaibli par les restructurations des années 1990, une partie de son leadership est devenue maître des conseils d'administration des fonds de pension, lesquels sont de gros joueurs dans la finance brésilienne. La tâche de ces nouveaux gestionnaires syndicaux est maintenant de faire en sorte que les investissements menés par les fonds de pension soient rentables, ce qui à rebours implique des licenciements et la «rationalisation» d'entreprises. Aujourd'hui au Brésil, les principaux investisseurs institutionnels s'appellent Previ, Eletros, Sistel, Petros, Portus et Funcef, tous des noms qui indiquent les secteurs d'où ils prennent naissance. Ces fonds ont un poids énorme à la bourse. Ils jouent un rôle majeur dans l'élaboration des politiques de privatisations. Leurs dirigeants proviennent pour la plupart du noyau dur du PT qui s'est cristallisé depuis 2002.

Entre-temps, le leadership ouvrier traditionnel a été «écrémé». Ses liens avec la base ont été affaiblis. Entre 1989 et 1999, 3,2 postes de travail ont été supprimés, dont deux millions dans le secteur industriel. Le nombre des chômeurs est passé de 1,8 million à 7,6 millions. Le taux de chômage est passé de 3% à 9,6% de la population active. Quatre emplois sur cinq créés depuis les années 1990 sont dans ce qui est appelé euphémiquement le secteur informel où les conditions sont précaires et les salaires sont bas et où sont maintenant localisés 40% des travailleurs. Ce processus a donné naissance à une nouvelle forme de subjectivité. Tout en minant la perspective d'une solidarité de classe et d'identification collective (caractéristiques du fordisme périphérique antérieur), il inculque les valeurs de compétition individuelle. Dans ce nouveau monde du travail, apparaît un univers dans lequel les syndicats n'ont plus leur place. Quelle classe sociale aurait pu résister à un tel ouragan ?

Le principal paradoxe de la présidence de Lula est qu'elle sur-

venue au même moment que la désorganisation profonde de la classe ouvrière. La campagne de 2002, dans le contexte d'une conjoncture politique incertaine, a été erratique, presqu'aléatoire. L'appui aux candidats évoluait en dents de scie. Aucun politicien de l'establishment n'était en mesure de définir une grammaire ou un code discursif apte à déchiffrer cette situation, ou la traduire en termes connus d'intérêts ou d'idéologie. Le champion de marketing employé par Lula, Duda Mendonça, a eu le génie de refocuser la campagne de Lula autour de slogans inoffensifs («Lunhinha, paix et amour»). C'était un anti-discours, enrobé dans un ton national-productiviste en référence à l'ancienne carrière de Lula. Avec José Alençar comme colistier (un homme d'affaire ayant réussi et venant comme Lula d'un milieu démunie), la campagne du PT a réuni un migrant du Nordeste et un banquier de Minas Gerais, au sein de «l'équipe miracle de Garanhuns» (la ville natale de Lula). Les médias corporatifs, acteurs clés dans cette indétermination, croyaient au début de la campagne que les anciens clivages de classes et d'idéologie allaient refaire surface. Mais après avoir constaté l'évolution des sondages, le grand conglomérat Globo a changé de ton en valorisant la candidature de Lula.

Puis un grand changement s'est concrétisé avec la «Lettre au peuple brésilien» et les capitulations de juillet. Lula promettait de respecter, même de surpasser les engagements du gouvernement Cardoso envers la classe des affaires et les institutions financières globales. Le message fut plus tard confirmé par la nomination d'Antonio Palocci et d'Henrique Meirelles, respectivement ministre des finances et PDG de la Banque centrale. Le premier (ex-maire de Ribeirão Preto) est un pétiste converti au néolibéralisme. Le deuxième est l'ex-président de la Banque de Boston et une des têtes de file du PSDB. Le leadership du PT incorporait également José Dirceu, ex-président du parti et inspirateur du virage programmatique, Luiz Gushiken, ministre des communications et José Genoimo, président du PT, un ex-guérillero. Les autres partenaires de la coalition du PT ont demandé des emplois et des postes de «consolation». Parallèlement, contrairement à une tradition bien ancrée dans la vie politique du Brésil, aucun intellectuel de renom n'a été intégré dans l'équipe dirigeante, ce qui révèle la stratégie de la nomenklatura du parti.

Seul Lula a vu qu'il pourrait ainsi changer le parcours, dans le contexte où l'ancien pouvoir de véto de sa base ouvrière était réduit à nant. Grâce à son charisme, Lula a fait le reste en déjouant un Parti qui avait pourtant joué un rôle critique contre la dictature militaire durant les années 1970 et 1980, et qui avait été la principale référence d'un vaste mouvement social luttant pour la réinvention de la politique brésilienne. Avec l'arrivée au gouvernement, le pouvoir de séduire du président a anastasié le mouvement social. Seul le MST a survécu à cette débâcle. Pendant ce temps, la grande centrale syndicale, la CUT a été transformée. Lula a agi pour changer sa direction dont les leaders avaient été parmi les fondateurs du PT. Joao Felicio, chef du syndicat des enseignants, totalement opposé aux privatisations, a été remplacé à la présidence de la CUT par le chef des métallos, Luiz Marinho, dont le syndicat a été très affaibli par les restructurations. Deux ex-travailleurs des banques, Gushiken et Ricardo Berzoini ont aussi obtenu des postes importants au cabinet, le deuxième étant responsable des réformes des pensions et il est très lié à la nouvelle classe de gestionnaires. Ironiquement, la CUT au départ adverse du syndicalisme jaune sous la dictature est devenue sous le gouvernement de Lula une courroie de transmission pour les politiques néolibérales.

Le prix de la financiarisation

La reconstruction par Lula du système de pouvoir s'est effectuée dans la sphère économique par la financiarisation et la croissance des exportations dont les principaux bénéficiaires sont le secteur agro-industriel. À part quelques exceptions, les exportations demeurent dans les secteurs à faible valeur ajoutée, sans capacité réelle d'établir des relations inter industrielles basées sur une croissance soutenue.² Dans l'économie semi-péphérique du Brésil, la capitalisation est toujours liée à l'État. Parallèlement, la financiarisation est dépendante du capital semi-étatique, via les fonds de pension des entreprises publiques. Ceux-ci ont été développés comme une sorte de filet de sécurité privé durant la dictature militaire, sur la base de l'expérience de la Banque du Brésil et le plan Previ. La constitution de 1988 a institutionnalisé ce processus avec le Fonds d'assistance aux travailleurs, maintenant le principal contributeur à la Banque nationale de développement économique et social (BNDES). Présentement, les fonds de pension tentent d'attirer des investissements étrangers. Ils ont créé de nouveaux instruments financiers qui dépendent des transactions sur les obligations du gouvernement. Ultimement, cette dépendance sur les flux de capitaux ne peut qu'accentuer la crise du néolibéralisme semi-péphérique. Même Cardoso, qui a multiplié la dette par dix l'a dit, «ce n'est pas le gouvernement qui contrôle la dette, c'est la dette qui contrôle le gouvernement». Une politique économique qui mise sur du financement externe mène à une croissance exponentielle du poids de la dette et permet de concentrer les revenus dans le système financier.

Une des principales mesures législatives du gouvernement Lula a été d'accélérer la financiarisation. La réforme des pensions de 2004, qui a conduit à l'expulsion de Heloisa Helena et d'autres députés du PT, a été la première victoire de cette classe provenant des fonds de pension. Les faramineux taux d'intérêts ont permis la croissance extraordinaire des profits des banques. Mais la finance n'a pas relancé l'accumulation du capital. Elle n'a pas non plus soudé les intérêts nationaux bourgeois. Dans les faits, les profits financiers comme les paiements d'intérêts se font au détriment de la profitabilité du secteur productif. Ils sont un net transfert de revenus des secteurs vers le secteur financier. Ces transferts pénalisent les salaires réels, et donc forcent les entreprises soit à réduire les activités, soit à augmenter le taux d'exploitation de la force de travail.

Les politiques d'assistance sociale de Lula, mises en œuvre en continuité avec celles de Cardoso, sont la contrepartie de la liquidation du secteur manufacturier et de la classe ouvrière industrielle. Avec «Foame Zero», ces politiques ont proliféré sous diverses appellations avant d'aboutir au programme «Bolsa familia». 11 millions de familles reçoivent des subsides qui vont jusqu'à \$40 dollars par famille par mois (les récipiendaires perdent une partie de ces bénéfices au fur et à mesure que leurs revenus augmentent). Cette politique contredit une approche de développement national dont le but serait d'inclure tous les Brésiliens. La pauvreté est fonctionnalisée et instrumentalisée à des fins électorales. Pour être enregistré dans le programme de Bolsa familia, il faut respecter la loi, donc voter. Il est clair que Lula a bénéficié de ce vote en 2006.

Lula a continué la politique de Cardoso sans grande surprise. Mais une bifurcation inattendue a été la dilapidation du patrimoine éthique du PT qui s'est manifestée à travers la vague de

scandales de corruption.³ Depuis 2005, le noyau dur autour de Lula est impliqué dans ces scandales. José Dirceu, le trésorier Delubio Soares et José Genoimo ont été forcés de démissionner à la suite des révélations du député du PTB Roberto Jefferson à l'effet que le PT achetait les députés pour \$12 000 dollars par mois. Un assistant du frère de Genoimo a été pris la main dans le sac avec \$200 000 dollars en liquide. En juillet 2005, Gushiken a perdu son poste de ministre après avoir accordé de juteux contrats à ses ex-associés. En août, Antonio Palocci a été accusé d'avoir soutiré \$15 000 par mois à des entreprises d'enlèvement des ordures lorsqu'il était maire de Ribeirao Preto (il a dû démissionner après avoir tenté d'acheter un témoin). En septembre 2006, des fonctionnaires du PT ont été arrêtés après avoir tenté d'acheter des informations compromettant Josée Serra, le candidat du PSDB au poste de gouverneur de São Paulo.

Le Président a répondu en blâmant ses adjoints. Mais l'évolution de la scène politique et sociale du pays constitue un excellent lit pour ces pratiques. L'inégalité sociale vertigineuse fait en sorte que le patrimonialisme s'est modernisé. Comment le PT, créé justement pour reconstruire le système politique, en est arrivé à être l'architecte d'une telle corruption gangstérisée et anti-républicaine ? Sans penser que le système a anticipé sur les scandales de 2005 et de 2006, on peut penser que le modèle hybride y est pour quelque chose.

La corruption du PT n'est pas surprenante dans le contexte du contrôle des fonds de pension par les leaders du parti et de la CUT. La manipulation du système financier ouvre la voie à des luttes mafieuses entre divers groupes économiques. Durant les années 1990, Previ, le fonds de pension de la Banque du Brésil, a travaillé main dans la main avec le consortium qui a profité de la privatisation de Vale do Rio Doce, une grande entreprise minière. Sous la présidence de Lula, les liens rapprochés entre les secteurs publics et privés se sont renforcés. La nouvelle classe qui gère de puissantes firmes d'état se retrouve dans le même bain que le noyau dur de la grande bourgeoisie globalisée. La BNDES est la plus grande banque de développement au monde. Petrobras est la plus grosse entreprise pétrolière en Amérique latine. Banco do Brazil est plus grande que tous ses concurrents dans le secteur privé.

La corruption n'est donc pas un éclair dans un ciel bleu. On retrouve les fondements de ce processus dans les «petits» scandales dans les préfectures, dans la transformation des cadres en gestionnaires des fonds de pension, dans la bureaucratisation du parti. Pour paraphraser Gibbon, si le déclin du PT est un processus long, sa chute est un mouvement soudain. En outre, l'énorme pouvoir du Président se matérialise dans le fait de pouvoir nommer 20 000 fonctionnaires (en France c'est 300). Le plus souvent, ces postes et fonctions viennent avec des salaires très élevés. Les PDG des entreprises publiques font trente fois le salaire minimum. Plutôt que la capture de l'état par le parti, ce qui s'est passé est été la capture du parti par l'État.

Les conditions de l'hégémonie

Ainsi se prolonge de manière indéfinie la voie passive au Brésil. Les transformations sociales sont reportées sine die. Paradoxalement durant l'âge de l'invention, le PT et les mouvements sociaux étaient en marche pour développer une direction morale hégémonique, dans le sens gramscien du terme. Les concepts-clés étaient la généralisation des conflits sociaux, les

revendications des droits civiques, la notion de citoyenneté, la condamnation du patrimonialisme, le contrôle populaire sur les dépenses publiques et sur la gestion de l'état. En tout, le PT proposait un renouveau républicain sans parallèle dans l'histoire du Brésil.

Aujourd'hui, ce projet hégémonique est difficilement pensable. En 2002-03, le nombre de millionnaires a augmenté de 6%, et durant la même période, l'économie s'est contractée de 0,3%. L'expérience commune de l'espace public devient illusoire devant l'écart incommensurable entre les classes. D'un côté, les écoles de l'élite et les hôpitaux privés. Les 200 héliports qui nécessitent un contrôle aérien à São Paulo. Une police privée qui compte plus de membres que la force policière publique. De l'autre côté, une dure lutte pour l'existence dans les favelas et dans le monde rural appauvri du Nordeste. Le rêve d'une égalité matérielle est devenu tellement distant que l'ordre symbolique perd son sens. D'où la réponse par en bas dans la croissance exponentielle de la violence rivée. Dans ce contexte où les inégalités sont renforcées par les privatisations néolibérales et les attaques contre les droits, la compétition au lieu de déboucher sur un individualisme démocratique produit l'intensification de la barbarie qui prend forme dans la montée de la criminalité. Comme cela a été avec le cas du meurtre de Celso Daniel, maire de São André, et d'Antonio da Costa Santos, maire de Campinas et où les rumeurs abondent sur l'implication possible de militants ou de leaders du PT. Le gangstérisme de parti, qui existe dans d'autres pays latino-américains est en train de devenir endémique sur la scène politique brésilienne.

Pétisme et Lulisme

Le néopopulisme s'exprime par le nouveau style adopté par Lula. Il court-circuite sans cesse le processus politique et met de côté son propre parti. Il se lance dans de nouvelles activités annonçant constamment de nouveaux programmes et projets qui sont surtout virtuels, mais qui donnent l'impression qu'il fait quelque chose, et que les médias publicisent chaque jour, même plusieurs fois par jour. Le pétisme-lulisme représente un populisme épuré par rapport aux cas de figure de Vargas, Péron et Cardenás. Ceux-ci gouvernaient de manière autoritaire tout en structurant l'inclusion de la classe ouvrière dans la politique et en dérangeant les schémas du sous-développement traditionnel de l'Amérique latine. La base matérielle de ces régimes reposait sur la croissance du secteur salarié et précisément du secteur manufacturier. Aujourd'hui le néopopulisme ne représente pas l'inclusion autoritaire, mais l'exclusion démocratique.

Le même phénomène est visible au Venezuela et en Argentine où l'on constate également la décomposition de la classe ouvrière. Kirchner a été élu sans l'appui de la base ouvrière traditionnelle du péronisme, après la désindustrialisation dévastatrice du gouvernement Martínez de Hoz et l'intériorisation de la globalisation de Menem. Depuis le crash financier de 2001, l'acteur central est la masse diffuse des chômeurs et des piqueteros. Au Venezuela, les travailleurs du secteur pétrolier, les plus organisés même si relativement peu nombreux, se sont alliés au grand capital. Face à eux, Chavez construit le bolivarianisme pour cimenter ce qui n'est pas une classe sociale. Dans les deux cas, le système traverse une crise politique et économique bien pire que celle qui sévit au Brésil. Mais Chavez comme Kirchner tentent chacun à leur manière d'utiliser l'indétermination causée par la crise économique et le crash politique pour traverser le Rubicon. Ils font le contraire de ce que Lula a fait.

La capitulation de Lula a des impacts plus loin qu'au Brésil. Au départ, une rupture était envisageable avec l'essor d'un projet républicain-démocratique, à tonalité socialiste. Il offrait à l'Amérique latine la possibilité d'une sortie de l'impasse néolibérale et de la subordination du continent au sein de l'ordre mondial globalisé. Mais rapidement, le gouvernement Lula a capitulé. Dans la pire tradition du patrimonialisme brésilien, le PT a rempli la machinerie de l'état avec ses propres cadres (à l'exception de la Banque centrale et de la Banque du Brésil). En apparence, l'État est occupé par le parti. En réalité, le parti se dissout dans l'État.

L'étatisation du PTA a une signification plus profonde, au-delà de l'échec du projet hégémonique. Le parti étatisé est la forme politique dominante dans la périphérie capitaliste. Tous les partis deviennent étatisés. Le déclin du PSDB en dehors du gouvernement démontre le même processus. L'opposition est anémique, sans appui populaire ni même celui de l'élite. Le choix du candidat Alckmin en 2006 était symptomatique de cette crise. Le PSDB en dépit de ses efforts pour se projeter comme le parti de la bourgeoisie globalisée est devenu suiviste par rapport au gouvernement.

La victoire de Lula dans ces conditions est une défaite pour la gauche. Depuis, toutes les critiques sont dénoncées comme faisant le jeu de la droite. En pratique pourtant, le gouvernement dépend de l'appui des éléments conservateurs et néoconservateurs, notamment le PMDB. Mais les grands journaux comme la Folha de São Paulo et Estado de São Paulo continuent de poursuivre le PT avec féroce, ce qui augmente la confusion entre la critique de la gauche et les réactions de l'establishment pauliste.

Consentement des élites

Les classes sont en décomposition. La bourgeoisie ne peut s'unir à cause de la domination du capital financier. La nouvelle classe est définie par des fonctions d'investissement. Nous sommes peut-être en train de voir naître une hégémonie à l'envers dans la périphérie, typique de cette époque de globalisation. L'Afrique du Sud est peut-être précurseur de cette évolution. Les opprimés disposent du leadership moral dans la société. Ils ont vaincu l'apartheid, un régime qui pratiquait les pires excès du vingtième siècle. Et puis le nouveau régime mis en place par les dominés a capitulé devant le néolibéralisme, comme les bidonvilles florissants de Johannesburg en témoignent. Le renversement de l'apartheid maintient le mythe de la capacité populaire de défaire l'adversaire, tout en légitimant l'exploitation sans pitié par le capitalisme.

Quelque chose de semblable se produit au Brésil. Le PT fournit un leadership moral qui vient de la résistance contre la dictature militaire. Il amène la question de la pauvreté et de l'inégalité au devant de la scène. L'élection de Lula à la présidence marque la fin des préjugés de classe. L'expansion de la Bolsa famila proclame la défaite de la pauvreté radicalisée du Brésil, une forme d'apartheid. Mais le programme sert à dépolitiser la question de la pauvreté et à transformer l'égalité en un problème administratif tout en fermant la possibilité d'un projet national-développementiste et la transformation des rapports sociaux. Si le programme Bolsa est renforcé, (on peut le faire en réduisant le surplus budgétaire de l'État de seulement 0,1%), les fondations de cette hégémonie à l'envers seront consolidées.

Nous faisons face à un phénomène différent des formes précédentes de domination. Ce n'est pas exactement le patrimonialisme : les gestionnaires de fonds de pension contrôlent du capital-argent. Ce n'est pas le paternalisme de l'époque de l'esclavage : Lula n'est pas un patriarche, même s'il veut suivre les traces de Getulio Vargas qui se proclamait le père des pauvres. Le pétisme-lulisme n'est pas une forme traditionnelle de populisme, comme le disent les critiques de droite ou de certains secteurs de la gauche. Sous le nouvel ordre, le pouvoir feint de dominer plutôt que de dominer réellement. Il fournit la direction morale et le personnel pour gérer les organisations de l'État. Il se présente comme le gestionnaire de l'accumulation, puisque les fonds de pension des grandes entreprises publiques sont au cœur du système financier brésilien. En dominant le système politique, Lula stabilise l'économie, notamment la monnaie.

Mais ces apparences cachent l'essentiel. Les dominés réalisent la révolution morale. Par la suite dans le sillon de la défaite de l'apartheid en Afrique du Sud et l'élection du PT au Brésil, ils se transforment en capitulant devant l'exploitation. L'équation gramscienne, force + consentement par l'hégémonie, est renver-

sée. Ce ne sont plus les dominés qui consentent à leur propre subordination. Ce sont les dominants qui consentent à être dirigés par des représentants des dominés. À condition toutefois, que ceux-ci ne questionnent pas les rapports capitalistes. Pour le capitalisme globalisé, cela pourrait devenir un paradigme fonctionnel. Plus loin encore, cela pourrait être une véritable révolution épistémologique, faisant pâlir les théories existantes sur la politique.

* **Francisco de Oliveira** enseigne à l'Université de São Paulo. L'article original a été publié dans *New Left Review*, numéro 42, décembre 2006

NOTES

- 1 New Left Review, no. 24, décembre 2004.
- 2 Petrobras est une exception partielle à cette loi, même si ces liens forts avec l'industrie nationale sont dus au fait qu'ils s'agit d'une entreprise publique.
- 3 Il est intéressant de noter que les scandales ont eu peu d'effet sur l'économie, ce qui démontre l'insularisation de l'économie par rapport à l'État.



La longue marche du MST

par Raúl Zibechi *

« Abattre les clôtures du latifundio n'était pas aussi difficile que de combattre les kits technologiques des transnationales », affirme Huli, assis dans sa cuisine, tandis qu'il verse de l'eau chaude dans le maté que nous partageons, et que son jeune fils gambade dans la maison. Il raconte que les paysans organisés dans le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre ont rêvé pendant des années de conquérir leur terre et croyaient que cela résoudrait tous leurs problèmes : l'alimentation de leurs enfants, une vie digne construite par le travail dur au champ, l'éducation, la santé et le logement. Toutefois, la réalité s'est montrée beaucoup plus difficile, des surprises qu'ils n'avaient jamais imaginées les attendaient.

Huli Zang fait partie de l'une des 376 familles de l'assentamento de Filhos de Sepé (Fils de Sepé), qui occupe un peu plus de 6 000 hectares de la commune de Viamão, à 40 kilomètres de Porto Alegre, capital de l'Etat méridional de Rio Grande do Sul. L'assentamento, créé en février 1999, est divisé en quatre secteurs ; la forme d'organisation de l'espace de chaque secteur est, ce que les sans-terre appellent, une agrovila (ville agricole) : les habitations sont regroupées dans un secteur et non pas sur la parcelle individuelle de chaque paysan.

Ce regroupement permet aux habitations, solidement construites en bois ou briques, d'être reliées à l'électricité et à l'eau potable, ce qui rend la vie quotidienne des paysans assentados très semblable à celle des habitants des villes. La maison de Huli dispose d'une cuisinière au gaz et une autre au bois de chauffage, un réfrigérateur, un téléviseur et un ordinateur. Un chemin qui part des habitations du secteur les relie avec la ville la plus proche, Viamão, et avec les parcelles individuelles qui font en moyenne 17 hectares chacune.

L'assentamento se trouve à côté d'une réserve sauvage de 2 500 hectares, appelé Bañado dos Pachecos, où atterrissent des milliers d'oiseaux et diverses espèces de poissons et de mammifères. La zone est irriguée par ces marais et convient seulement à la culture du riz. Bien que contigu à chaque maison, les assentados ont une parcelle suffisante pour cultiver des légumes et des arbres fruitiers, et presque tous ont des poules et quelques vaches laitières. Cela leur permet de satisfaire une partie de leurs besoins en aliments.

Dans l'assentamento se trouve un centre de formation du MST, qui a la capacité d'héberger 120 personnes et dispose de dortoirs, de salles de bain collectives, de salles de conférences, d'Internet et d'un réfectoire. Pendant tout le mois d'août 2006, quelque 80 activistes d'une demi-douzaine de pays ont participé à un séminaire dispensé chaque année par la Coordination Latino-

américaine d'Organisations Paysannes (CLOC, Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones Campesinas) [1]. Les assentados ont une école où vont 230 enfants de l'assentamento, dans lequel vivent quelque 1 800 personnes.

Terre et riz

Avant de s'installer, les paysans sans terre ont vécu presque quatre années dans un campement au bord des routes, dans des baraquas faites de bâches noires, gelées en hiver et asphyxiantes en été. La négociation avec les autorités leur a permis d'accéder à la terre sur laquelle ils vivent aujourd'hui, qui constitue le plus grand assentamento de l'Etat. Une preuve que les assentados ont la volonté de construire un monde nouveau, et pas seulement d'avoir un morceau de terre à cultiver, est qu'ils ont décidé de créer une agrovila. En effet, un certain nombre d'assentamentos ont opté pour construire les habitations sur chaque parcelle individuelle, ce qui engendre des problèmes sociaux et politiques quasi insurmontables. Quand cela arrive, non seulement il devient impossible de fournir les services d'eau et d'électricité à tous les paysans (à cause de la distance entre les maisons), mais surtout la sociabilité devient presque nulle, ce qui augmente l'individualisme proverbial du paysan qui bloque toute tentative pour construire une société différente.

Qui visite une agrovila avec ses belles maisons toutes simples, ses parcelles ensemencées, ornées de fleurs multicolores, et ses animaux domestiques en train de paître et caquetant au soleil, a l'impression d'être dans un endroit bucolique où tout marche sur des roulettes. La réalité est tout autre. L'assentamento Filhos de Sepé fait face à de multiples problèmes, en général dérivés de la crise mondiale de l'agriculture familiale face au développement puissant de l'agro-business propulsé par les grandes multinationales.

Un premier problème provient précisément de l'option pour l'agrovila. Souvent les parcelles individuelles sont éloignées des habitations, parfois jusqu'à 10 ou 13 kilomètres. « Ceci amène quelques familles à cesser de cultiver et à les louer à d'autres assentados », dit Huli, qui n'esquive aucune des questions. Durant les dernières années, pour surpasser cette difficulté qui se présente dans toutes les agrovillas, le MST a conçu un nouveau modèle de campement. On crée des unités entre 15 et 20 familles, dans lesquelles les parcelles individuelles se disposent de manière triangulaire, dont le sommet conflue vers un « centre », de sorte que les maisons soient également proches les unes des autres mais que les parcelles restent très proches des habitations. Ceci suppose de déconcentrer l'assentamento, d'une moyenne de plus de cent familles à des unités qu'on appelle des « noyaux de maisons » qui dans aucun cas ne dépassent les 20 familles.

Mais le problème peut-être le plus grave, provient de la dépendance des multinationales qui leur imposent l'agriculture avec des agro-toxiques. « Monsanto nous apporte le kit technologique : les herbicides, les pesticides, c'est-à-dire des poisons, et ils nous apportent le riz. Avec le temps, nous voyons que nous sommes passés de la dépendance du grand propriétaire terrien qui avait la terre à la dépendance des multinationales qui ont la technologie. Nous arrivons à la conclusion que malgré toute notre lutte, nous n'avons pas avancé, que nous avons lutté durant des années pour

nous retrouver sous une nouvelle forme de dépendance, et, en outre, en empoisonnant nos familles et la population qui consomme du riz cultivé de cette manière », dit Huli.

Une lutte sans fin

Pour sortir de ce cercle de fer, les assentados ont opté pour l'agro-écologie. Dans l'assentamento, on cultive quelque 1 600 hectares de manière conventionnelle (c'est-à-dire avec des pesticides), mais ils ont commencé un intense débat interne et sont parvenus à ce qu'un petit noyau de familles puisse commencer à cultiver du riz biologique. L'année passée, 29 familles ont cultivé 120 hectares sans agro-toxique et ont formé l'Association des producteurs de riz et de poissons. Car, en outre, ils profitent de l'abondance de l'eau pour produire des poissons, grâce à quoi ils parviennent à diversifier la production d'aliments. Cette année-là (2005), ils ont produit 6 000 sacs de riz biologique et la production a été commercialisée au profit des goûters scolaires de la commune de Viamão, gouvernée par le Parti des Travailleurs (PT). Cette année, il y a déjà 35 familles qui espèrent ensemencer 150 hectares et produire 10 000 sacs.

Ils ont découvert que la culture biologique de riz est non seulement rentable mais que la productivité par hectare est exactement le double de celle obtenue avec les agro-toxiques. Ils ont récupéré une vieille tradition paysanne qui consiste à préparer la terre pour l'agriculture avec des canards. « Les canards mangent toutes les herbes, ils nettoient le terrain beaucoup mieux que n'importe quel poison agrochimique et, en plus, ils le fertilisent avec leurs excréments. Nous laissons les canards pendant des mois et ce sont eux qui préparent la terre. Donc, au moment d'ensemencer le riz, on les enlève et on les vend ou on les mange », raconte Huli avec un grand sourire. Avec la production biologique, ils ont leurs propres semences et engrains et, pour produire, ils ne dépendent pas de l'achat sur le marché, outre le fait qu'ils préservent la santé de ceux qui produisent et de ceux qui consomment.

Toutefois, ils doivent faire face maintenant au problème de la certification. Au Brésil, il existe seulement trois entreprises de certifications de cultures biologiques et toutes sont liées aux multinationales. « C'est-à-dire qu'une fois de plus nous nous heurtons au même ennemi », poursuit Huli. Mais ce qui les indigne le plus, c'est que le « certificateur » visite une seule fois par an l'assentamento, leur fait payer des milliers de dollars et ne fait pas le suivi du processus de culture, ce qui fait que tout producteur « biologique » pourrait utiliser des agro-toxiques en dépit du fait de disposer de la « certification ». Pour résoudre ce nouveau problème inattendu, le Mouvement est en train d'analyser la possibilité de créer une équipe de « certification communautaire », ce qui leur permettrait d'échapper aux multinationales.

D'autre part, les assentados se plaignent que les gouvernements fédéral et de l'Etat ne disposent pas de crédits pour la production agro-écologique. En somme, une chaîne de difficultés ; chaque fois qu'ils surmontent un obstacle, ils en trouvent un nouveau et dans le fond, toujours le même problème : le contrôle par les grandes entreprises de technologies agricoles qui leur permet de continuer d'exploiter les paysans. Le développement et le contrôle de nouvelles technologies par les multinationales a rendu possible un nouveau type d'oppression : elles n'ont plus besoin de la propriété des moyens de production, de contrôler le temps et les modes de travail ; il s'agit d'une domination « immatérielle », basée sur la maîtrise du savoir et du marché, comme manière de continuer à accumuler du profit. Huli nous raconte que la

production de riz a chaque fois moins de valeur sur le marché, ce pourquoi les 1 600 hectares que cultivent les paysans ne leur permettent même pas de survivre de la terre.

Avant de quitter l'assentamento, nous lui demandons quelles sont les sources de revenus des assentados à Filhos de Sepé. Il y en a trois : les potagers familiaux, le riz, et le travail dans les communes voisines, où les femmes trouvent des emplois comme femmes de ménage et les hommes dans la construction. « Quel pourcentage de leurs revenus obtiennent-ils de chaque emploi ? », demandons-nous. Huli ne peut pas éviter une grimace de tristesse : « Malheureusement, la plupart de leurs revenus proviennent des ménages et de la construction. Ainsi sont les choses ».

La lutte pour la terre se révèle être beaucoup plus complexe que ce que l'on peut imaginer. Peut-être que le grand triomphe des sans terre est que les paysans restent dans l'assentamento et qu'ils ne sont pas allés grossir les périphéries pauvres des grandes villes. Tout le reste est une lutte permanente, interminable. Plus complexe que la lutte pour la terre, puisque le capital a montré sa capacité de se transformer pour continuer à contrôler les mécanismes de domination, et se présente de manière moins palpable, presque invisible. Ceci requiert formation et apprentissage permanents, qui sont devenus des instruments indispensables à la lutte.

NOTES

1 <http://movimientos.org/cloc/>

* **Raúl Zibechi** est journaliste, commentateur et écrivain, est responsable de la section internationale au sein du célèbre hebdomadaire « Brecha », édité à Montevideo, il est l'auteur de plusieurs livres sur les mouvements sociaux, dont le dernier s'intitule « Genealogía de la revuelta. Argentina : una sociedad en movimiento ». L'article original a paru dans IRC Programas de las Américas (<http://www.ircamericas.org>)

Traduction : RISAL - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine (<http://risal.collectifs.net>)

SEBASTIÃO SALGADO



A luta continua

ENTRETIEN AVEC LEONARDO BOFF

A 67 ans, Leonardo Boff est porteur d'une riche histoire personnelle construite autour de la réflexion et de la pratique. Il est donc difficile d'imaginer qu'il fasse des concessions à la situation politique brésilienne, à la gestion de son ami Lula, aux propres limites d'un tiède processus de réformes en marche. Au début du mandat de Lula, Boff était d'ailleurs l'un de ses principaux supporters. Aujourd'hui, le célèbre théologien de la libération se montre beaucoup plus circonspect et parle d'une « occasion gâchée ».

Entrevue réalisée par Sergio Ferrari

Quatre ans de gouvernement pour Lula, que retirer de cette expérience ?

J'ai été l'un des plus enthousiastes quand Lula fut élu. Ce fut mon rêve et ma désillusion. Je me suis confronté au « réalisme » de la politique du possible dans le cadre historique où se meut la société brésilienne. Il ne faut jamais oublier notre histoire. Nous sommes assis sur un passé colonial, sur le génocide des indigènes : ils étaient six millions quand arrivèrent les Portugais, ils sont aujourd'hui à peine huit cent mille. Nous avons vécu l'esclavage : douze millions de Noirs ont été déportés de l'Afrique vers le Brésil et leurs descendants sont aujourd'hui soixante millions. Nous possédons une élite qui selon la Banque mondiale détient la plus grande accumulation de biens matériels du monde. Une personne riche au Brésil l'est beaucoup plus qu'un Anglais ou un Américain du Nord. A côté de cela, existe la masse énorme des « appauvris ». Ce n'est qu'à partir du milieu du XXe siècle que ceux-ci ont pu s'organiser en mouvements sociaux et en syndicats libres, accompagnés par d'importants secteurs de l'Eglise catholique. Ils ont créé et promu les communautés de base et les pastorales sociales de la terre. Ils ont développé logement, santé, éducation, droits des pauvres et autres initiatives semblables. Changer cette réalité historique si oppressante aurait exigé une révolution. Lula, à mon avis, n'était pas suffisamment conscient de sa mission historique. Sa préoccupation initiale fut de sauver le pays d'une catastrophe économique imminente, au détriment des grandes réformes structurelles. L'occasion fut gâchée. Même si Lula se situe à gauche dans le système dominant, il demeure un élément de ce système. C'est pour cette raison que les grands organismes économiques mondiaux et les principaux chefs d'Etat se sentent si satisfaits de lui. Cette révolution venant de la périphérie, tellement crainte, n'a pas eu lieu.

Le bilan est-il donc négatif ?

Malgré ces limites, Lula a réalisé ce qu'aucun gouvernement précédent n'avait essayé : donner beaucoup plus d'importance aux thèmes sociaux. L'Etat a innové avec des plans comme « Bourse de famille » et « Lumière pour tous », l'appui à l'agriculture familiale et d'autres projets sociaux. Onze millions de familles en ont bénéficié, soit l'équivalent de 40 millions de personnes. Mais il faut voir ce progrès dans le contexte global. Lula trans-

fère 10 milliards de réales vers des projets sociaux et, dans le même temps, il autorise le versement de 140 milliards au système financier qui lui prête l'argent nécessaire pour poursuivre sa politique économique et lui permet de régler les factures gouvernementales. Cette contradiction est douloureuse et démontre comment la macroéconomie néolibérale continue à sucer le sang du peuple, alors qu'elle ne satisfait les exigences que d'une faible partie de la population. Cela est toutefois suffisant pour que ces opérateurs de la macroéconomie tranquillisent ainsi leur mauvaise conscience. En même temps, Lula se montre fidèle à quelques racines de sa biographie personnelle.

En tenant compte des espoirs que le Parti des travailleurs a suscités, dans quelle mesure cette expérience a-t-elle fortifié ou affaibli le mouvement social ?

A mon avis, l'une des limitations du gouvernement de Lula a été de se distancer des mouvements sociaux qui étaient sa source réelle de soutien. Il a préféré opter pour une base parlementaire, articulée autour de partis qui n'avaient rien à voir avec l'idéal du PT. Il faut reconnaître que Lula n'a pas condamné les mouvements sociaux comme cela était systématiquement le cas auparavant. Toutefois il ne leur a pas accordé non plus l'importance qui leur correspondait. Il considérait qu'ils étaient déjà de son côté. Il y a beaucoup de déception dans ces mouvements. Mais ils sont politiquement intelligents. Ils affirment : Lula est avec nous, il sort de nos rangs, il connaît nos tribulations. Malgré les erreurs qu'il a pu commettre, nous n'allons pas le livrer à la bourgeoisie. Au contraire, nous allons le presser pour qu'il se reconvertisse à ses anciens rêves et, comme le fils prodigue de l'Evangile, redécouvre le chemin du retour vers les mouvements sociaux. Ils voteront pour Lula en espérant qu'il modifie la politique économique de son gouvernement.

Un bilan si mitigé, de la part des acteurs sociaux, pose la question de la viabilité de changements profonds en Amérique latine dans le cadre d'un système de démocratie parlementaire...

Objectivement, nous avons besoin d'une révolution. Mais nous savons que le temps des révolutions classiques est terminé. Cela signifie que, dans le tableau globalisé de la politique mondiale aux mains de l'empire américain, la seule révolution possible consiste à poser lentement des pierres dans les rouages du système. Le président argentin Nestor Kirchner l'a compris. Il n'a pas dit au système financier mondial et à Bush : « Je ne vais pas payer la dette. » Cela aurait constitué un attentat contre le système et sa logique. Il a dit : « Je paye. Mais pour chaque dollar, je ne paierai que dix centimes. » Ils durent s'en contenter. Lula possédait beaucoup plus d'autorité morale pour tenter un coup similaire, voire même plus audacieux. Mais il lui a manqué le courage, la capacité de saisir la potentialité de cette situation. Ce fut une autre occasion gâchée. Nous devons maintenant nous contenter de réformes qui allègent les problèmes mais les perpétuent. La structure de base ne change pas.

L'expérience brésilienne montre un certain épuisement de la politique comme mécanisme « traditionnel » de transformation. Comment surmonter cet obstacle ?

Il est évident que la forme de représentation sociale à travers les partis est absolument désuète. Elle est trompeuse et permet la reproduction des conditions d'inégalité et d'injustice sociale.

La conviction qui croît dans les mouvements sociaux - comme celui des sans terre que j'accompagne - est que ce type de démocratie sert à maintenir la situation mais est inadéquate pour provoquer les changements nécessaires face aux demandes fondamentales du peuple. L'idée actuelle est de donner un caractère politique aux mouvements sociaux qui, jusqu'à présent, présentaient à peine un profil social. Cela signifie transformer le pouvoir social accumulé en un pouvoir politique au-dessus ou à travers les partis. Pour atteindre cet objectif, il faut créer des articulations avec des secteurs de partis qui ont proposé des changements substantiels dans la société. Cette initiative mûrit dans plusieurs mouvements sociaux. Je ne sais pas quel est le chemin, mais je suis convaincu qu'il se construira pas à pas.

« Serait-ce le moment de disparaître et de libérer la Terre ? » Alors que les projets de changement politique s'enlisent, les entreprises transnationales continuent à avancer et, avec elles, la destruction de la planète...

C'est un sujet qui m'a beaucoup préoccupé ces dernières années. Je l'ai écrit, j'en ai parlé, j'ai essayé d'influencer des secteurs du gouvernement. A l'exception de la ministre de l'Environnement, Marina Silva, ce discours est considéré comme un discours de farfelu dans une société prétendument bien pensante. Tous parlent de croissance. Lula est celui qui en parle le plus.

Tous les administrateurs du monde se proposent de grandir de plus en plus. Malheur au pays qui ne présente pas d'importants taux de croissance annuelle. Cet objectif est suicidaire. La Terre ne supporte pas ce système de production et consommation qui exploite systématiquement les ressources naturelles de la planète. Je suis un convaincu de la théorie qui dit que l'être humain n'apprend rien de l'histoire, mais qu'il apprend tout de la souffrance. Ceci est tragique mais paraît être le chemin infaillible de l'apprentissage. Ou nous changeons, ou nous mourons en tant qu'espèce. Je pose la question : le moment ne serait-il pas arrivé de disparaître et de libérer la Terre de ce cancer que nous sommes et ainsi permettre la poursuite de ce processus de l'évolution, avec l'apparition d'autres formes de vie avec un autre sens de la coopération, celui de tous avec tous ? Puisque l'esprit et la conscience sont d'abord dans le cosmos et seulement ensuite en nous, cette disparition de l'espèce humaine ne serait pas une tragédie absolue...

Entrevue produite originellement pour Adital(www.adital.org.br) et traduite par le RISAL - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine <http://risal.collectifs.net/>

Traduction : Rosemarie et Maurice Michelet Fournier.

LEONARDO BOFF LORS DU FORUM SOCIAL DE 2005



PEDRO ADAMS JÚNIOR

Le PT doit se réinventer

(Extraits d'une lettre ouverte des militants et dirigeants du PT en vue du prochain congrès)

Le prochain congrès du PT est un moment approprié pour retourner à nos valeurs de socialisme démocratique et républicain, aux avancées programmatiques pour la transformation du Brésil et à l'approfondissement de ses racines nationales et populaires. La victoire du Président Lula avec un immense appui populaire révèle la crise de perspectives des forces néolibérales et en même temps ouvre la porte pour de nouvelles transformations. Le vote en faveur du PT, notamment les conquêtes des gouvernements des États, nous permettent d'envisager de dépasser la crise et de vaincre nos défis. Il se forme dans notre pays une conscience populaire et démocratique historiquement inédite par son étendue et sa profondeur. Cette nouvelle conscience exige un parti combatif et militant, démocratique, avec une ample profondeur sociale, rénové dans ses perspectives. Le PT doit revenir à ses origines en tirant ses forces, comme dans le passé, de son implication dans les luttes populaires. Certes on ne revient jamais en arrière. Mais on construit l'avenir sur la base de son histoire et de son expérience.

Les acquis

Durant son premier mandat, le gouvernement Lula a réalisé des avancées importantes. Il a mis fin aux privatisations sauvages. Il a mis en place un ample processus d'inclusion sociale et éducative. Il a réduit les énormes inégalités historiques. Il a développé une politique extérieure souveraine et promu l'intégration latino-américaine. Il a avancé dans la réforme agraire et l'agriculture familiale. Il a par une politique de logement orientée vers les populations à faible revenu redonné la dignité aux habitants des villes et de la campagne. Il a inauguré une nouvelle gestion publique orientée vers le développement durable et écologique. Il a promu les droits des femmes, combattu le racisme et renversé les pratiques antérieures d'impunité. Il a assaini les comptes publics et créé des centaines de milliers de postes de travail, tout en augmentant le salaire minimum. De tout cela se dégage la possibilité d'engager la république dans un cercle vertueux inédit dans notre histoire.

Les défis

Devant tant d'accomplissements, le gouvernement de Lula et du PT a devant lui de plus grands défis. En premier lieu, il porte sur ses épaules le défi de réconcilier la transformation sociale avec la démocratie en brisant avec les modèles antérieurs non démocratiques et totalitaires. En deuxième lieu, il faut promouvoir une transition du paradigme néolibéral vers un nouveau modèle de développement qui doit inclure les éléments suivants :

- Une réforme pour assurer le financement public des campagnes électorales et la valorisation des partis comme sujets pertinents de la vie politique démocratique.
- Une nouvelle relation entre l'État et la société qui promeut la participation directe des citoyens aux affaires publiques, dans la lignée des expériences de budget participatif.

- Un nouveau cadre de gestion monétaire pour assurer une croissance soutenue de l'économie brésilienne, la redistribution des revenus, l'expansion du marché interne de consommation populaire, la limitation des entrées et des sorties de capitaux spéculatifs.
- Une politique de démocratisation des moyens de communication et d'information
- La consolidation des politiques de protection et de promotion sociale basées sur la création d'emplois, l'accès à l'éducation, la formation professionnelle, le microcrédit, l'économie solidaire.
- L'approfondissement de la réforme agraire orientée sur l'agriculture familiale et la coopération, le développement durable et équilibré.
- Des politiques qui mettent la dimension environnementale au centre du développement
- Une lutte sans compromis contre les inégalités de genre et de race, la discrimination pour cause d'orientation sexuelle.
- Une politique extérieure active orientée vers l'Afrique et l'Amérique latine.
- La réforme et la modernisation du système de justice et de sécurité publique.

Pour surmonter la crise politique qui a affecté le PT durant le premier mandat de Lula, il révolutionnera la structure de l'organisation partidaise en rénovant son identité programmatique. Ce qui implique de rétablir les liens avec les mouvements sociaux, de renforcer les capacités des militants de base de s'investir dans les luttes populaires. Le Parti n'est pas un appendice de l'État et l'État n'est pas subordonné au parti. Le Parti doit défendre le gouvernement auquel il participe et de l'autre côté, le Parti doit traduire les défis et les critiques des forces sociales qu'il représente.

Ce texte a été endossé par plus de 300 membres du PT, dont des secrétaires nationaux, des députés fédéraux et des responsables locaux du PT à Recife, Rio, Bahia, Amapa, Vitoria, Para, Brasilia, Belo Horizonte, Diadema, Coronel Fabriciano, Porto Alegre, Araraquara, Palmas, Guarulhos, Nova Laranjeiras, Fortaleza, Igarassu, Salvador, Baixa Grande, Niterói, Florianópolis, Porto Barreiro, Nova Iguaçu, Bagé, Bonito, Ibiassucê, Sergipe, Contagem, Belém, São Carlos, Comercin, São Paulo, Pintadas, Itagi, etc.